

*Budget—M. Orlikow*

Dans tout le Manitoba, on ne comptait qu'un hôpital en chantier pour l'année entière. Il n'est donc pas étonnant que 2,000 travailleurs du bâtiment qui avaient du travail en 1977 soient chômeurs en 1978. Voilà ce que représentent un gouvernement conservateur et une politique d'austérité.

Ce que représente le programme du ministre des Finances (M. Chrétien), et ce qu'il a représenté jusqu'ici, c'est une aggravation du chômage dans tout le pays. Notre province la plus industrialisée, l'Ontario, sous un gouvernement conservateur, a connu une très forte hausse du chômage en octobre de cette année par rapport à l'année précédente. C'est la même chose dans la province de Québec. Le nombre des sans-travail en Ontario et au Québec dépasse 520,000 personnes. Il faut tenir compte du fait que 40 p. 100 des 900,000 chômeurs canadiens se recrutent chez les jeunes travailleurs âgés de 15 à 24 ans, et donc qu'entre 80,000 et 90,000 jeunes gens sont probablement en chômage au Québec. Il n'est pas étonnant que les jeunes Québécois, surtout chez les francophones, appuient le gouvernement séparatiste de cette province. J'aurais été étonné qu'il en fût autrement étant donné la façon dont le gouvernement fédéral actuel s'occupe du grave problème du chômage au Québec!

Les misères et les privations que subissent les chômeurs se répercutent sur l'ensemble du Canada. En 1978, le Canada compte environ 350,000 chômeurs de plus qu'en 1973. Cette différence se traduit par une réduction de notre produit national brut de près de 11.5 milliards de dollars. Elle entraîne en outre une réduction des revenus fiscaux de tous les paliers de gouvernement et un accroissement des dépenses dans le cadre du programme d'assurance-chômage.

Le ministre des Finances a prédit qu'il y aurait, en 1979, 112,000 nouveaux emplois de moins. Autrement dit, une intensification de la récession, une diminution des revenus gouvernementaux, et encore moins d'efficacité au chapitre des dépenses dans le cadre du programme de création d'emplois mis en œuvre pour compenser les conséquences du chômage, chômage dû en grande partie à l'impéritie du gouvernement. Hélas! le ministre et ses collègues préfèrent de beaucoup comprimer les dépenses du gouvernement et ralentir la croissance économique plutôt que d'adopter des mesures propres à enrayer le chômage. Je l'ai déjà signalé, les conséquences de solutions comme celle-ci sont visibles au Manitoba à l'heure actuelle.

Le chômage accru, l'absence de nouveaux crédits destinés à la création d'emplois, ainsi que de dégrèvements fiscaux réels démontrent bien qu'il s'agit là d'un budget d'expectative, sans aucune nouvelle orientation.

Le ministre des Finances refuse de bouger alors que notre économie piétine, que le pouvoir d'achat des consommateurs est faible, que les prix sont élevés et qu'environ 13 p. 100 de notre capacité industrielle est toujours inutilisée. Le ministre continue à faire ses pronostics d'expansion mais d'après les prévisions faites par le passé par le ministre et par le gouvernement, les Canadiens ont peu d'espoir pour l'année prochaine.

Seul un groupe de Canadiens a bien accueilli le budget. Et ce n'est pas surprenant puisque ce sont ceux qui se sont le plus remplis les poches depuis l'entrée en vigueur, en 1974, des nouvelles politiques économiques du gouvernement: je veux parler bien entendu des hommes d'affaires. Toute une panoplie de réductions fiscales ont été introduites depuis quelques années, alors que la leçon du marasme économique qui dure

depuis quatre ans nous indique que c'est le pire des stimulants économiques.

Au lieu d'écouter les conseils rebattus et dénués d'imagination que ses conseillers ne cessent de lui donner depuis qu'il détient le portefeuille de l'économie, conseils qui se sont révélés être un échec total, le ministre aurait dû écouter au contraire le Conseil économique du Canada. Dans son dernier rapport annuel, ce dernier a fait remarquer que le pays ne saurait parvenir à la prospérité économique si les pouvoirs publics font place au secteur privé. L'intervention restreinte des pouvoirs publics, principe prôné par le gouvernement libéral aussi bien que l'opposition conservatrice, entraîne une plus grande austérité gouvernementale, fait monter en flèche le chômage et rend la vie plus difficile aux Canadiens.

Le deuxième principe abordé par le Conseil économique du Canada est le suivant: une réduction d'environ 5 p. 100 de la masse monétaire ce qui correspond approximativement au potentiel de la croissance réelle de l'économie canadienne. Permettrait-elle de supprimer l'inflation? C'est la politique que suit le gouverneur de la Banque du Canada et je crois que c'est également celle que préconise l'opposition officielle, si j'en crois les nombreuses déclarations du député de York-Simcoe (M. Stevens). Cette politique va faire fléchir la croissance réelle, monter les taux d'intérêt, augmenter le chômage et grimper le coût de la vie. Le Conseil économique proposait au contraire d'abaisser les taxes, et pas seulement la taxe de vente; il recommandait de fortement réduire les impôts sur le revenu de la plupart des Canadiens, notamment ceux des couches moyennes et pauvres.

● (2102)

Le ministre, convaincu que la dévaluation du dollar nous assurera une position plus concurrentielle, a mis en vigueur des formules de réductions fiscales au lieu d'adopter une véritable stratégie industrielle et de vraies mesures à long terme susceptibles de relever l'économie canadienne. Même si les prédictions les plus optimistes pour 1979 se réalisent, la perspective à long terme demeure désastreuse. La structure de notre économie et surtout la domination qu'exercent les sociétés étrangères sur nos industries clés et sur une multitude de petites usines affiliées sont telles qu'à l'heure actuelle, les ouvertures économiques ne sont pas exploitées à l'avantage du Canada.

Le Conseil des sciences du Canada, dans une étude à caractère général intitulée «The Weakest Link», décrit très clairement la situation. Les auteurs exposent leur point de vue comme ceci:

Pendant les années '50 et '60, le Canada a perdu du terrain du point de vue économique par rapport aux pays européens en dépit de l'expansion des marchés intérieurs et internationaux. Cette expansion offrait une occasion superbe de faire de nouveaux investissements, de mettre au point de nouveaux procédés et de fabriquer de nouveaux produits, et aurait dû accroître notre productivité et nos profits. Au cours des vingt dernières années, le Canada a laissé passer ces occasions et se retrouve avec une industrie secondaire inefficace et sclérosée.

Les auteurs indiquent par ailleurs que même si l'on réduisait les coûts au Canada:

... l'économie resterait toutefois moins bien armée que celle de la plupart des nations industrielles pour faire face aux problèmes que pose l'industrialisation croissante des pays en voie de développement. En outre, elle soutiendrait très mal la concurrence des autres pays industrialisés qui, grâce à leur capacité technologique plus élevée, sont plus en mesure de remplacer les exportations sans avenir par de nouveaux produits.

Le budget ne tient pas compte du tout de ces difficultés structurelles à long terme. Les recommandations des comités